

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 Auxerre

Auxerre, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE**

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
Chemin de la Plainte  
89500 Villeneuve-Sur-Yonne

Références : 260160  
Code AIOT : 0005401259

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE, implanté ZI Chemin de la Plaine - 89500 Villeneuve-sur-Yonne. L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre d'une action nationale sur les opérations d'entretien et de maintenance des différents équipements du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
- ZI Chemin de la Plaine - 89500 Villeneuve-sur-Yonne
- Code AIOT : 0005401259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Air Liquide de Villeneuve-sur-Yonne est un site à autorisation. Il exerce les activités principales suivantes :

- conditionnement, stockage et distribution de gaz industriels ;
- garnissage de bouteilles d'acétylène ; les bouteilles sont de faible contenance sur ce site, entre 0.5 et 11 litres au maximum. Elles sont remplies sous très haute pression (200 bars) ;
- épreuve et équipement de bouteilles de petites capacités.

Le site comporte une zone ATEX uniquement pour le conditionnement du Kyrène.

Le site emploie 40 personnes + une dizaine d'intérimaires.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Maintenance

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	3 mois
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
7	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Retour d'expérience	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sur les opérations de maintenance		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'organisation de la maintenance (personnel, procédures) a été abordée lors de l'inspection.

La périodicité d'étalonnage et de tests d'asservissement d'un élément Important Pour la Sécurité (EIPS) a été inspectée sans relever d'écart.

Néanmoins, 1 observation et 2 non-conformités ont été relevées sur d'autres points :

- Observation n° 1 : l'organisation actuelle des travaux courants apparaît fragile avec la préparation orale de ces derniers lors d'une réunion tripartite et l'absence de formalisme pour leur réception.
- Non-conformité n° 1 : le permis de travail n'identifie pas les risques spécifiques à l'intervention prévue et les moyens de prévention associés. L'approche est générale en spécifiant tous les risques possibles.
- Non-conformité n° 2 : la déconsignation d'une installation est indiquée comme réalisée dans le cahier de déconsignation de l'exploitant alors que celle-ci est toujours consignée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au niveau du site, l'équipe de maintenance est constituée de 3 techniciens. Le responsable de celle-ci est rattaché directement au directeur du site.</p> <p>Au niveau national, le groupe Air Liquide possède un responsable maintenance qui a une autorité fonctionnelle vis-à-vis du responsable maintenance du site.</p> <p>Des entreprises sous-traitantes interviennent sur site (électricien, plombier, suivi des équipements</p>

de sécurité,...) et pour certaines, un contrat cadre a été mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les petits travaux sont gérés par l'équipe maintenance du site. Pour les travaux neufs plus importants, l'exploitant possède une filiale projet pour les gérer.</p> <p>Sur site, un logiciel de GMAO existe qui va être remplacé courant 2026 par un nouveau qui permettra de gérer notamment les coûts maintenance par atelier ou de définir des temps de référence par opération de maintenance pour mieux évaluer les besoins.</p> <p>L'exploitant indique que 3 types de maintenance existent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• maintenance curative</li> <li>• maintenance préventive associée à des ordres de travaux générés par la GMAO selon le temps d'heures de fonctionnement de l'appareil ou les préconisations du constructeur</li> <li>• maintenance exceptionnelle (ou investissement) : des lignes budgétaires associées à celles-ci sont remontées au niveau d'un comité exécutif national pour prioriser celle-ci pour l'année à venir.</li> </ul> <p>L'exploitant indique que la maintenance liée aux échéances réglementaires ou à la sécurité reste prioritaire.</p> <p>Côté formation, un fichier de suivi des différentes formations pour chaque opérateur dont ceux de maintenance a été présenté avec les dates de réalisation et de fin de validité. Les formations concernent notamment les différents CACES, SST, formation électrique, réception conformité et vérification échafaudage, travail en hauteur, ATEX.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures
<b>Prescription contrôlée :</b>

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

L'exploitant possède un logiciel pour gérer les plans de prévention avec les entreprises, le permis de travail et les différents permis spécifiques à une activité (ex : travail par point chaud ou en espace confiné).

Avant les travaux, une réunion tripartite a lieu entre la maintenance, le sous-traitant effectuant les travaux et le responsable de l'atelier concerné. Celle-ci n'est pas formalisée. La clôture de l'intervention n'est pas non plus formalisée.

Observation n° 1 : L'organisation actuelle des travaux courants apparaît fragile avec la préparation orale de ces derniers lors d'une réunion tri-partite et l'absence de formalisme pour leur réception.

Le directeur indique qu'en objectif 2026, le site a choisi comme initiative nationale proposée par le groupe "la Pratique de fiabilisation des interventions (PFI)" associée pour la maintenance à un préjob-briefing avec une analyse de l'intervention à venir.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

<p>Des bons de travaux sont émis via la GMAO actuelle mais elle ne permet pas la différenciation entre de la maintenance préventive et curative par exemple.</p> <p>Pour certains types d'équipement, uniformisés au niveau du groupe, à délai de fourniture plus long, des pré-commandes peuvent être faites en fonction de l'obsolescence connue ou des stocks disponibles sur d'autres site peuvent être utilisés le cas échéant.</p> <p>La maintenance spécifique d'un Élément Important pour la Sécurité (EIPS) identifié dans l'EDD de 2010 a été vérifiée a posteriori de l'inspection suite à l'envoi de documents par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Intervention de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant l'intervention sur l'EIS inspecté, outre un plan de prévention, l'exploitant a fourni un permis de travail signé informatiquement par le chargé de travaux maintenance, le technicien de production et l'entreprise extérieure. Ce permis de travail apparaît général notamment côté mesures préventives en lien avec l'environnement ou l'intervention.</p> <p><u>Non-conformité n° 1</u> : le permis de travail n'identifie pas les risques spécifiques à l'intervention prévue et les moyens de prévention associés. L'approche est générale en spécifiant tous les risques possibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Traiter la non-conformité n° 1.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Intervention de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 26/05/2014 Annexe I -point 3 Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures. Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.  Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.  [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni différents documents concernant les procédures maintenance suite à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>• procédure générale : organisation sécurité des interventions sur le site (référence : VSY.MAINT.P.3001) faisant référence à d'autres documents internes (travail en espaces confinés, en hauteur, "consignation-déconsignation dans les établissements industriels", règles d'utilisation des échafaudages),</li><li>• précautions particulières maintenance intrusive (travaux sur l'air respirable),</li><li>• liste des interventions "critiques" du personnel ALFI nécessitant un plan de prévention,</li><li>• liste du personnel habilité à la signature du plan de prévention,</li><li>• conditions particulières d'intervention sur site.</li></ul> Un cahier de consignation/déconsignation a été présenté. Une installation a fait l'objet d'une consignation en 2025 (cadenassage d'une vanne et d'un coffret électrique). Cette consignation est tracée et sur place une consignation de la vanne et du coffret est visible car l'installation est toujours à l'arrêt. Néanmoins, une signature est présente au niveau du cahier dans l'encart associé à la déconsignation.  <u>Non-conformité n° 2</u> : la déconsignation d'une installation est indiquée comme réalisée dans le cahier de déconsignation de l'exploitant alors que celle-ci est toujours consignée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Traiter la non-conformité n° 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites



<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Contrôle des opérations de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il est à noter que la prise en compte des actions curatives spécifiées par l'entreprise intervenante suite à son intervention (exemple : prévoir le remplacement d'un capteur suite à son étalonnage) va évoluer avec le changement de GMAO.</p> <p>L'exploitant indique qu'actuellement, l'action curative est indiquée en commentaire sur la GMAO et le technicien maintenance doit en prendre connaissance et créer un nouveau bon de travaux. Un oubli apparaît ainsi possible.</p> <p>L'exploitant indique que la nouvelle GMAO devrait mieux sécuriser la bonne prise en compte de l'action corrective, l'intervention effectuée ne pouvant être clôturée si le bon de travaux pour l'action corrective n'a pas été fait.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 8. Analyse <i>a posteriori</i>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et</p>

dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

L'exploitant indique que ses équipements sont, pour la plupart, standards au niveau du groupe et que pour les nouveaux, des "Tchat" sont mis en place entre site pour échanger sur le retour d'expérience. Par ailleurs, lors de certains incidents sur des équipements sur un site du groupe, un RETEX groupe est mis en place.

**Type de suites proposées :** Sans suite